

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 23/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS FERME AVICOLE DE LA TRINITE

LA TRINITE
22720 Plésidy

Références : GMEK-2025-07-22-1
Code AIOT : 0052203536

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement SAS FERME AVICOLE DE LA TRINITE implanté LA TRINITE 22720 Plésidy. L'inspection a été annoncée le 13/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plan pluriannuel de contrôle 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS FERME AVICOLE DE LA TRINITE
- LA TRINITE 22720 Plésidy
- Code AIOT : 0052203536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT est un élevage de volailles autorisé pour 161 720 emplacements (poules pondeuses) (rubrique 3660-a). L'exploitation est également déclarée pour la fabrication d'engrais organique à 4,6 tonnes / jour (rubrique 2170).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Fertilisation
- Fuite dans le milieu
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Proposition de délais ⁽¹⁾
2	Notification des changements du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
3	Bordereaux de transfert d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Demande d'action corrective	2 mois
5	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2	Demande d'action corrective	4 mois
6	Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	8 mois
7	Défense externe contre l'incendie (DECI)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Installations électriques et registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	2 mois
10	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	4 mois
11	Réalisation et cessation d'exploitation de forage	Arrêté Préfectoral du 27/12/2013, article 19	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 27/04/2021, article 1
4	Ouvrages de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
8	Défense interne contre l'incendie (extincteurs)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une DECI réglementaire est à mettre en place. Le plan de gestion des effluents est à mettre à jour. Les nouveaux forages sont à déclarer, et des compteurs d'eau sont à y installer. Les bordereaux de transfert d'effluents sont à cosigner avec les prêteurs de terre. Les DFA sont à corriger : indiquer le nombre réel d'animaux mis en place. Les déclarations annuelles sur GERE sont à réaliser. Le plan des zones à risques est à réaliser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2021, article 1
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : RESPECT EFFECTIFS : 161 720 emplacements volailles
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Notification des changements du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.
Constats : Le plan d'épandage validé correspond à un transfert de 100% des effluents sous forme de fiente séchée normée au repreneur intermédiaire SAS TERRIAL. L'exploitant transfère en réalité une majorité des effluents vers d'autres intermédiaires. Sur l'année 2023-2024, 2 246 unités d'azote (sur les 73 140 produites) sont également parties chez 2 prêteurs de terres pour épandage. L'exploitant a indiqué que la reprise de fientes par ces 2 prêteurs sera pérennisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Déposer un dossier de mise à jour de la gestion des effluents (incluant les PVEF des prêteurs de terre, et les conventions avec les nouveaux intermédiaires)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Bordereaux de transfert d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur

de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.
Constats : Les bordereaux n'ont pas été cosignés avec les 2 prêteurs de terre qui ont récupéré des effluents sur l'année 2023-2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Veiller à conserver un bordereau de transfert d'effluents cosigné pour chaque prêteur de terres et pour chaque année culturale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Ouvrages de stockage d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. [...]
Constats : Pas de fuite (deux hangars de stockage de fiente).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
Constats : Les effectifs volailles déclarés sont identiques sur les 2 dernières années culturales et correspondent aux effectifs maximums autorisés + 100 animaux. Le reste de la DFA est correctement renseigné.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Déclarer les effectifs animaux réels de l'année (effectifs de mise en place) dans la DFA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Emission d'ammoniac
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.
Constats : La déclaration annuelle d'émissions atmosphériques sur GERE n'est pas réalisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser les déclarations d'émissions atmosphériques sur GERE tous les ans. La prochaine déclaration sera à réaliser entre le 01/01/2026 et le 31/03/2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 7 : Défense externe contre l'incendie (DECI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. [...] Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : Une borne incendie est située à 300m par voie carrossable de l'entrée du site. Cependant les bâtiments les plus éloignés sont situés 200 à 300 m de l'entrée, soit à 600 m de la borne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Installer une DECI à distance réglementaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Défense interne contre l'incendie (extincteurs)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. [...] Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. [...]
Constats : Les extincteurs ont été vérifiés pour la dernière fois en mars 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Installations électriques et registre des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques [...] sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, [...] les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques [...] et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : L'exploitant emploie des salariés. Il fait vérifier ses installations électriques régulièrement : certificat Q19 tous les 3 ans (dernier : 27/02/2024) et Q18 tous les ans (dernier : 13/01/2025). Cependant, pour la plupart des non-conformités relevées, les rapports de vérification mentionnent qu'il s'agit d'anciennes non-conformités qui n'ont pas été corrigées. Le plan des zones à risque n'est pas établi.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Donner suite aux non-conformités relevées sur les installations électriques : établir un échéancier de mise en conformité. (Puis appliquer l'échéancier jusqu'à mise en conformité) Établir le plan des zones à risque.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par

jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. [...]
Constats : Les bâtiments de volailles comportent chacun un compteur d'eau, mais les forages eux-mêmes (situés parfois à plusieurs centaines de mètres des poulaillers) en sont dépourvus.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Installer des compteurs d'eau pour chaque forage et les relever au moins mensuellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Réalisation et cessation d'exploitation de forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Forages
Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.
Constats : Trois nouveaux forages ont été réalisés à partir de 2022, pour remplacer l'ancien forage qui était situé à moins de 35 m des bâtiments. L'ancien forage devait être rebouché. Il n'est plus en fonctionnement (pompe retirée) mais n'a pas été rebouché. Les nouveaux forages ne sont pas connus dans le dossier de l'exploitation. (Un forage a été déclaré en 2022, mais celui-ci n'était pas exploitable.)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Reboucher l'ancien forage. Transmettre un porter-à-connaissance détaillant les nouveaux forages, avec une copie des déclarations de forages faites à la DDTM.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois